

## POUVOIR JUDICIAIRE

[C – 2007/09010]

## Tribunal de première instance de Bruges

Dans la publication, au *Moniteur belge* du 5 janvier 2007, page 282, de la désignation à titre définitif de M. Verhaeghen, J., comme vice-président au tribunal de première instance de Bruges, les mots « juge des saisies » sont remplacés par le mot « juge » et la date du 5 janvier 2007 est remplacée par celle du 5 février 2007.

## RECHTERLIJKE MACHT

[C – 2007/09010]

## Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

In de bekendmaking, in het *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 2007, blz. 282, van de vaste aanwijzing van de heer Verhaeghen, J., tot ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt het woord « beslagrechter » vervangen door het woord « rechter » en de datum van 5 januari 2007 vervangen door deze van 5 februari 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2006/15175]

14 DECEMBRE 2006.

## Circulaire portant instructions en matière de légalisation

## 1. Concept, définition, compétence

## 1.1. Bases légales

— Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, faite à La Haye le 5 octobre 1961 et approuvée par la loi du 5 juin 1975;

— Convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les états membres des Communautés européennes, signée à Bruxelles le 25 mai 1987 et approuvée par la loi du 27 novembre 1996;

— Loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire;

— Loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, notamment l'article 30;

— Arrêté royal du 23 mars 1857 réglant les attributions des consuls en matière de légalisations et de significations judiciaires, tel que modifié par l'arrêté royal du 5 décembre 2003;

— Arrêté royal du 12 juillet 2006 relatif à la légalisation de décisions judiciaires ou actes authentiques étrangers.

## 1.2. Travaux parlementaires

— Doc. parl., Sén., Développements, sess.ord. 2003-2004, n° 3-27/1.

## 1.3. Définition de la légalisation

L'article 30 du Code de droit international privé, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2004, contient une définition de la légalisation :

« Art. 30. Légalisation

§ 1<sup>er</sup>. Une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger doit être légalisé pour être produit en Belgique en intégralité ou en extrait, en original ou en copie.

La légalisation n'atteste que la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont l'acte est revêtu.

## § 2. La légalisation est faite :

1° par un agent diplomatique ou consulaire belge accrédité dans l'Etat où la décision ou l'acte a été rendu ou établi;

2° à défaut, par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat étranger qui représente les intérêts de la Belgique dans cet Etat;

3° à défaut, par le Ministre des Affaires étrangères.

§ 3. Le Roi détermine les modalités de la légalisation. »

Pour une bonne compréhension de cette disposition légale, j'ajoute également l'extrait de l'exposé des motifs du Code de droit international privé se rapportant à l'article 30 :

« Selon la pratique actuelle, une légalisation a lieu en l'absence de traité conclu avec l'Etat d'origine de la décision ou de l'acte. Cette pratique ne repose cependant pas sur une disposition légale de portée générale.

Le code entend désormais combler cette lacune. L'exigence de légalisation ne s'impose qu'à défaut de toute disposition contraire d'un traité international.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2006/15175]

14 DECEMBER 2006.

## Omzendbrief houdende instructies inzake legalisatie

## 1. Begrip, definitie, bevoegdheid

## 1.1. Wettelijke basis

— Verdrag tot afschaffing van de vereiste van legalisatie van buitenlandse openbare akten, opgemaakt te Den Haag op 5 oktober 1961 en goedgekeurd door de wet van 5 juni 1975;

— Verdrag betreffende de afschaffing van de legalisatie van akten in de Lidstaten van de Europese Gemeenschappen, ondertekend te Brussel op 25 mei 1987 en goedgekeurd door de wet van 27 november 1996;

— Wet van 31 december 1851 betreffende de consulaten en de consulaire rechtsmacht;

— Wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht, inzonderheid artikel 30;

— Koninklijk besluit van 23 maart 1857 betreffende de bevoegdheden van de consuls op het gebied van de legalisaties en de betekening van gerechtelijke stukken, gewijzigd bij koninklijke besluit van 5 december 2003;

— Koninklijk Besluit van 12 juli 2006 betreffende de legalisatie van buitenlandse rechterlijke beslissingen of authentieke akten.

## 1.2. Parlementaire werkzaamheden

Parlementaire Stukken, Senaat, Toelichting, zitting 2003-2004, nr. 3-27/1.

## 1.3. Definitie van legalisatie

Het artikel 30 van het Wetboek van internationaal privaatrecht, in werking getreden op 1 oktober 2004, bevat een definitie van legalisatie :

« Art. 30. Legalisatie

§ 1. Een buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte moet worden gelegaliseerd om in België geheel of bij uittreksel, in origineel of bij afschrift, te worden voorgelegd.

De legalisatie bevestigt slechts de echtheid van de handtekening, de hoedanigheid waarin de ondertekenaar van het stuk heeft gehandeld en, in voorkomend geval, de identiteit van het zegel of de stempel op het stuk.

## § 2. De legalisatie wordt gedaan :

1° door een Belgische diplomatieke of consulaire ambtenaar die geaccrediteerd is in de Staat waar de beslissing is gewezen of de akte is opgesteld;

2° bij gebreke hiervan, door een diplomatieke of consulaire ambtenaar van de buitenlandse Staat die de belangen van België in die Staat behartigt;

3° bij gebreke hiervan, door de Minister van Buitenlandse Zaken.

§ 3. De Koning bepaalt de nadere regels van de legalisatie. »

Voor een goed begrip van deze wettelijke bepaling voeg ik eveneens het gedeelte toe betreffende artikel 30 uit de memorie van toelichting bij het Wetboek van internationaal privaatrecht :

« Volgens de huidige praktijk worden de stukken gelegaliseerd wanneer geen verdrag is gesloten met de Staat waar de beslissing is geveld of de akte werd opgesteld. Deze handelswijze berust evenwel niet op een wetsbepaling met algemene draagwijdte. Het Wetboek wil die leemte aanvullen.

De vereiste te legaliseren wordt slechts gesteld bij gebreke aan enige andersluidende bepaling in een internationaal verdrag.

La légalisation nécessite un examen de l'identité et de la compétence de l'autorité étrangère, ainsi que du pouvoir de représentation et de la régularité de la mission de la personne qui légalise. Les exigences de traduction applicables en matière administrative ou judiciaire régissent également la production des pièces visées.

Le contrôle se limite à ce type de vérification formelle, dont le paragraphe premier, alinéa 2, fixe les termes, selon une formulation inspirée de l'article 2 de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, Convention que la Belgique a ratifiée. Ce contrôle est distinct d'une vérification de la reconnaissance de la décision ou de la validité de l'acte au regard du droit normalement applicable, vérification qui relève des autres dispositions pertinentes du code.

L'article complète la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire. Alors que l'article 16 de cette loi vise l'acte d'un consul belge, le présent article concerne une décision ou un acte d'une autorité étrangère, qu'il s'agit uniquement de faire légaliser par un consul belge. Quant à l'article 14 de cette loi, il habilite le consul à légaliser, selon les modalités établies par l'arrêté royal du 23 mars 1857 réglant les attributions des consuls en matière de légalisations et de significations judiciaires. Le code complète cette disposition. En effet, il tend uniquement à établir un ordre de priorités parmi des habilitations conférées à des autorités distinctes. De son côté, l'article 14 de la loi de 1851 organise une habilitation spéciale du consul belge, c'est-à-dire des autorités visées au point 1 du paragraphe 2 du présent article. Cette habilitation désigne spécialement le consul en fonction du territoire de sa juridiction, alors que le présent article se contente, pour établir l'ordre des priorités, de se référer à un type d'autorités. Pratiquement, il y aura lieu, en matière civile, d'appliquer d'abord le présent article et, lorsque l'on se trouve dans le cas du point 1, d'appliquer ensuite l'article 14 de la loi de 1851 pour déterminer le consul spécialement compétent.

#### 1.4. But de la procédure de légalisation

La légalisation est un contrôle portant sur l'origine d'un document.

C'est un bon instrument de lutte contre la fraude, en ce qu'il implique de vérifier qu'un document a effectivement été délivré par l'autorité compétente et ayant la qualité requise.

Cependant, la légalisation est aussi, et sans doute en premier lieu, un service qui est rendu par les agents diplomatiques et consulaires et le Ministre des Affaires étrangères, service qui participe à la force probante de l'acte en Belgique ou à l'étranger par l'authentification de la signature et du sceau/timbre. Cette action fait partie du service consulaire fourni aux citoyens belges et aux autres personnes ou sociétés.

#### 1.5 Compétence des agents diplomatiques ou consulaires

Les agents diplomatiques ou consulaires sont compétents pour légaliser des documents étrangers, dans le cadre des dispositions mentionnées ci-dessus. La loi attribue cette compétence aux diplomates et aux consuls, donc pas uniquement aux chefs de poste. Cette compétence n'est pas seulement attribuée aux fonctionnaires de carrière, mais également aux consuls honoraires.

#### 1.6 Compétence du Ministre des Affaires étrangères

1.6.1. Le Ministre des Affaires étrangères est compétent pour la légalisation des documents belges qui seront utilisés à l'étranger.

Un service Légalisation a été créé pour ce faire au sein de la Direction Générale Affaires consulaires du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

1.6.2. Par ailleurs, le Ministre peut également légaliser des documents étrangers mais il s'agit là d'une compétence subsidiaire : le Ministre ne peut légaliser un document que si les agents précités ne peuvent pas intervenir (article 30, § 2 du Code de droit international privé).

1.6.3. Les fonctionnaires du service Légalisation n'interviennent qu'en tant que délégués du Ministre et ne sont donc pas directement compétents comme le sont les agents diplomatiques ou consulaires.

1.7. La légalisation est, selon la législation internationale et belge en vigueur, un concept stricto sensu

La légalisation est, selon la législation internationale et belge en vigueur, la vérification de la véracité de la signature et de la qualité en laquelle le signataire a agi et, le cas échéant, de l'identité du sceau ou du timbre dont le document est revêtu.

Met het oog op legalisatie moeten de identiteit en de bevoegdheid van de buitenlandse autoriteit worden onderzocht, alsook de vertegenwoordigingsbevoegdheid en de rechtmatigheid van de opdracht van de persoon die de legalisatie verricht. De vereisten inzake vertaling die gelden in administratieve en gerechtelijke materies, worden ook gesteld met betrekking tot de overlegging van bedoelde stukken.

De controle is beperkt tot een formele verificatie, waarvan de inhoud in § 1, tweede lid, wordt geformuleerd naar het voorbeeld van artikel 2 van het Verdrag van Den Haag van 5 oktober 1961 tot afschaffing van het vereiste van legalisatie van buitenlandse openbare akten. België heeft dit verdrag geratificeerd. Een dergelijke controle verschilt van een verificatie inzake de erkenning van de beslissing of betreffende de geldigheid van de akte ten opzichte van het normaal toepasselijk recht, wat wordt beheerst door de andere relevante bepalingen in het Wetboek.

Het artikel vult de Wet van 31 december 1851 betreffende de consulaten en de rechtsmacht aan. Waar artikel 16 van voormelde wet betrekking heeft op de akten afkomstig van een Belgische consul, slaat het voorliggende artikel op de beslissing of de akte van een buitenlandse overheid, die enkel nog moet worden gelegaliseerd door een Belgische consul. Artikel 14 van de wet machtigt de consul te legaliseren, op de wijze zoals omschreven in het Koninklijk Besluit van 23 maart 1857 tot regeling van de bevoegdheden van de consuls inzake legalisatie en gerechtelijke betekening. Het Wetboek vult deze bepaling aan. Inderaad wil het Wetboek enkel een regel van prioriteit tussen de bevoegdheden van de verschillende overheden opstellen. Van zijn kant regelt artikel 14 van de Wet van 1851 een bijzondere bevoegdheid van de consul, d.w.z. een overheid zoals bedoeld in § 2, 1° van voorliggend artikel. De bevoegdheid omschreven in de Wet van 1851 duidt een specifieke consul aan op basis van zijn werkgebied, terwijl artikel 30 van het Wetboek zich beperkt, om de voorrang te regelen, te verwijzen naar een type van overheid. In de praktijk past men in burgerlijke zaken eerst het voorliggende artikel van het Wetboek toe. Vervolgens past men binnen het toepassingsveld van zijn onderdeel 1 het artikel 14 van de Wet van 1851 toe, om de consul te kennen die specifiek voor het geval bevoegd is. »

#### 1.4. Doel van de legalisatieprocedure

De legalisatie is een controle aangaande de oorsprong van een document.

Het is een goed instrument om fraude te bestrijden, door na te gaan of een document wel degelijk door de bevoegde overheid met de vereiste hoedanigheid is afgegeven.

Legalisatie is echter ook en wellicht in de eerste plaats een dienst die door de diplomatieke en consulaire ambtenaren en de Minister van Buitenlandse Zaken wordt verleend. Door deze dienst wordt aan vreemde documenten bewijskracht verleend in België of in het buitenland en dit door de authenticiteit vast te stellen van de handtekening en de stempel/zegel. Dit optreden vormt een onderdeel van de consulaire dienstverlening ten voordele van Belgische burgers en van andere personen en vennootschappen.

#### 1.5. Bevoegdheid van de diplomatieke of consulaire ambtenaren

De diplomatieke of consulaire ambtenaren zijn bevoegd om buitenlandse documenten te legaliseren, binnen het kader van bovenstaande bepalingen. De wet kent die bevoegdheid toe aan de diplomaten en aan de consuls, dus niet alleen aan de posthoofden. Deze bevoegdheid wordt niet alleen toegekend aan beroepsambtenaren, maar eveneens aan ere-consuls.

#### 1.6. Bevoegdheid van de Minister van Buitenlandse Zaken

1.6.1. De Minister van Buitenlandse Zaken is bevoegd voor de legalisatie van Belgische documenten die in het buitenland gebruikt zullen worden.

Een dienst Legalisatie is daarvoor opgericht op de Directie-generaal Consulaire Zaken van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

1.6.2. Bovendien kan de Minister ook buitenlandse documenten legaliseren, maar het is een subsidiaire bevoegdheid : de Minister kan legaliseren indien de eerstgenoemde ambtenaren niet kunnen optreden (Wetboek Internationaal Privaat Recht, artikel 30, § 2).

1.6.3. De ambtenaren van de dienst Legalisatie treden enkel op als door de Minister gedelegeerde ambtenaren en zij zijn dus niet rechtstreeks bevoegd zoals de diplomatieke of consulaire ambtenaren.

1.7. Legalisatie is, volgens de internationale en Belgische wetgeving die van kracht is, een begrip sensu stricto

De legalisatie bevestigt, volgens de internationale en Belgische wetgeving die van kracht is, de echtheid van de handtekening en de hoedanigheid waarin de ondertekenaar heeft gehandeld en, in voorkomend geval, de identiteit van de stempel of het zegel waarmee het document is bekleed.

Par extension, l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères légalise également la signature du fonctionnaire qui a légalisé un document, et non pas uniquement la signature de celui qui a délivré le document. Cette pratique, connue et acceptée internationalement, est décrite sous l'appellation de « légalisation en cascade ».

Chaque signature est légalisée par celui qui est compétent pour le faire et qui connaît la signature, le plus souvent parce qu'il dispose d'un spécimen.

Cependant, il est préférable, pour autant que cela soit possible, de légaliser directement la signature du fonctionnaire qui a délivré le document, de façon à limiter les étapes et les coûts pour le demandeur. Ceci n'est évidemment possible que si la signature du fonctionnaire qui a délivré le document est connue de l'agent diplomatique ou consulaire ou du Ministre des Affaires étrangères (sous forme d'un spécimen), ou si le contrôle peut s'effectuer directement.

Il est important de s'assurer que la signature et le sceau/timbre sont authentiques. L'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères utilise, à cette fin, les moyens de contrôle habituels : le spécimen dont il dispose déjà ou qu'il demande de manière ad hoc. Aucun doute ne peut subsister quant à l'authenticité de la signature ou du sceau/timbre.

## 1.8. Quels documents peuvent être légalisés?

### 1.8.1. Documents étrangers qui peuvent être légalisés

1.8.1.1. Documents délivrés par l'autorité étrangère. L'agent diplomatique ou consulaire peut légaliser tous les documents délivrés par les autorités publiques de sa juridiction : expéditions ou extraits d'actes de l'état civil, actes notariés, attestations de nationalité, attestations d'état civil, attestations de résidence, attestations de composition de famille, jugements,... etc.

Parfois, la légalisation d'autres déclarations de l'autorité locale, telles que papiers de douane ou attestations d'exportation ou d'importation, est également demandée.

A ce sujet, les mêmes règles sont toujours d'application : légalisation du document par l'agent diplomatique ou consulaire si le document satisfait aux conditions à cet égard.

Le Ministre des Affaires étrangères est compétent à titre subsidiaire pour légaliser des documents délivrés par des autorités étrangères.

1.8.1.2. Documents signés par une personne privée. Pareils documents peuvent être légalisés, pour autant que la personne qui a signé le document se présente personnellement.

L'agent diplomatique ou consulaire vérifie l'identité du signataire ainsi que la signature.

1.8.1.3. Traductions. Lorsqu'un document délivré par une autorité étrangère est présenté accompagné d'une traduction dans une de nos langues nationales, l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères doit légaliser le document original et la traduction.

Il légalise la signature du fonctionnaire compétent sur le document original et la signature du traducteur sur la traduction et joint les deux documents en apposant le sceau du poste diplomatique ou consulaire ou le sceau du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement sur le coin supérieur replié de manière à ce que les deux documents ne puissent être séparés sans que cela soit visible.

En ce qui concerne la traduction des documents de répudiation, les postes diplomatiques et consulaires concernés ont reçu des instructions ad hoc de la part de la Direction Générale Affaires consulaires du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement concernant la remarque à apposer lorsqu'il s'agit d'une procédure de dissolution du mariage basée sur la volonté unilatérale d'un époux.

1.8.1.4. Copies conformes/Légalisations. Pour rappel : des extraits/copies conformes ne peuvent être délivrés que par les autorités étrangères ayant délivré le document original. Lorsque les documents sont nécessaires pour le traitement d'un dossier par le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ou les postes diplomatiques et consulaires et que les documents originaux doivent être rendus au demandeur, des copies simples, et non des copies conformes, des documents originaux légalisés sont conservées dans le dossier ou envoyées à l'Office des étrangers pour les demandes de visa.

Bij uitbreiding wordt door de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken ook de handtekening van een legaliserend ambtenaar gelegaliseerd, dus niet enkel de handtekening van degene die het document afgaf. Deze praktijk, die internationaal gekend en aanvaard is, wordt ook omschreven met de term « legalisatie in cascade ».

Elke handtekening wordt gelegaliseerd door degene die daarvoor bevoegd is en die de handtekening kent, meestal omdat hij over een specimen beschikt.

Het verdient evenwel, in de mate van het mogelijke, de voorkeur om de handtekening van de ambtenaar die het document heeft afgeleverd direct te legaliseren om op die manier de inspanningen en kosten voor de aanvrager te beperken. Dit is uiteraard enkel mogelijk als de handtekening van de ambtenaar die het document heeft afgeleverd gekend is bij de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken (onder de vorm van een specimen) of wanneer de controle direct kan gebeuren.

Het is van belang om met zekerheid vast te stellen dat de handtekening en de stempel/zegel authentiek zijn. Hiervoor wendt de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken de gebruikelijke controlemiddelen aan : het specimen waarover hij al beschikt of dat hij ad hoc opvraagt. Er mag geen twijfel blijven bestaan aangaande de authenticiteit van de handtekening of van de stempel/zegel.

## 1.8. Welke documenten mogen gelegaliseerd worden?

### 1.8.1. Buitenlandse documenten die gelegaliseerd mogen worden

1.8.1.1. Documenten afgegeven door de buitenlandse overheid. De diplomatieke of consulaire ambtenaar mag alle documenten legaliseren die zijn afgegeven door de overheden van zijn rechtsgebied : uitgiften of uittreksels van akten van de burgerlijke stand, notariële akten, nationaliteitsattesten, attesten aangaande de burgerlijke stand, verblijfsattesten, verklaringen van gezinssamenstelling, vonnissen, ... etc.

Af en toe wordt ook verzocht om andere verklaringen van de lokale overheid te legaliseren zoals douanepapieren of attesten van uitvoer of van invoer.

Hiervoor gelden steeds dezelfde regels : legalisatie door de diplomatieke of consulaire ambtenaar indien het document aan de wettelijke voorwaarden hiervoor voldoet.

De Minister van Buitenlandse Zaken is subsidiair bevoegd om documenten afgegeven door buitenlandse autoriteiten te legaliseren.

1.8.1.2. Documenten ondertekend door een privé-persoon. Deze documenten kunnen gelegaliseerd worden, op voorwaarde dat de persoon die het document heeft ondertekend zich persoonlijk aanbiedt.

De diplomatieke of consulaire ambtenaar controleert de identiteit van de ondertekenaar en de handtekening.

1.8.1.3. Vertalingen. Wanneer een document afgeleverd door een buitenlandse autoriteit aangeboden wordt samen met een vertaling in één van onze landstalen dient de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken zowel het origineel als de vertaling te legaliseren.

Hij legaliseert de handtekening van de bevoegde ambtenaar op het origineel en de handtekening van de vertaler op de vertaling en hecht beide documenten samen met een omgeslagen bovenhoek waarop de zegel van de diplomatieke of consulaire post of de zegel van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking wordt aangebracht, zodanig dat het onmogelijk is beide documenten te scheiden zonder dat dit zichtbaar is.

Voor de vertaling van verstotingakten hebben de diplomatieke en consulaire posten die hiermee te maken hebben ad hoc instructies gekregen vanwege de Directie-generaal Consulaire Zaken van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking betreffende de opmerking die aangebracht moet worden wanneer het gaat om een procedure van ontbinding van het huwelijk gebaseerd op eenzijdige wil van één van de echtgenoten.

1.8.1.4. Eenvormige afschriften/legalisaties. Ter herinnering : uittreksels/eenvormige afschriften mogen slechts afgeleverd worden door de vreemde autoriteiten die het origineel afgeleverd hebben. Wanneer de documenten voor de behandeling van een dossier door de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking of de diplomatieke en consulaire posten moeten dienen en de originele documenten aan de aanvrager teruggeven moeten worden, worden gewone fotokopieën, en geen voor eensluidend verklaarde kopieën, van de gelegaliseerde originele documenten in het dossier bewaard of naar de Dienst Vreemdelingenzaken gestuurd voor de visumaanvragen.



1.8.1.5. Diplômes. L'agent diplomatique ou consulaire ne peut faire de copies conformes de diplômes que lui présenteraient des étudiants étrangers pour usage en Belgique. Une copie conforme du diplôme ne peut être délivrée que par l'autorité ayant délivré le diplôme original. Cette copie conforme peut ensuite être légalisée selon la procédure en vigueur dans ce pays.

1.8.2. Documents belges ou délivrés en Belgique qui peuvent être légalisés

1.8.2.1. Actes publics. Expéditions ou extraits d'actes d'état civil, jugements rendus en Belgique, actes notariés, etc.

1.8.2.2. Documents administratifs. Attestations délivrées par les autorités fédérales, régionales, communautaires, provinciales et communales belges, certificats sanitaires ou d'origine pour des marchandises, attestations de douane, diplômes, etc.

1.8.2.3. Copies conformes des documents belges délivrées par l'autorité belge compétente.

1.8.2.4. Traductions jurées rédigées par un traducteur juré en Belgique.

1.8.2.5. Documents sous seing privé munis de la signature d'une autorité belge (notaire ou commune), documents sous seing privé signés par un Belge n'ayant plus de résidence en Belgique, etc.

1.8.2.6. Certificats médicaux légalisés par le Service public fédéral Santé Publique.

1.8.2.7. Actes et attestations délivrés par les représentations diplomatiques et consulaires étrangères en Belgique.

1.8.2.8. Documents de voyage/d'identité belges. L'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères n'est pas compétent pour faire des copies conformes/ légalisées de documents de voyage ou d'identité belges. Il peut, si nécessaire, délivrer une attestation consulaire indiquant que le document de voyage ou d'identité, dont sont reprises les données principales (numéro, lieu et date de délivrance...), a été délivré à telle personne.

## 1.9. Formule de légalisation apposée sur tous les documents

La formule de légalisation comprend le texte suivant : « Cette légalisation ne garantit pas l'authenticité du contenu du document ». On évite ainsi que l'autorité qui reçoit un document légalisé ne croie erronément que son contenu a également été vérifié et ne lui donne foi et authenticité que sur base du seul fait de la légalisation.

1.10. Qu'en est-il du contenu des décisions judiciaires étrangères et actes authentiques étrangers?

La loi établit que l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères n'effectue un contrôle « que »(sic) de la signature et/ou du timbre ou sceau.

Cependant, il peut apparaître *prima facie*, au moment de la légalisation, qu'une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger présente certaines anomalies. Dans ce cas, l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères peut mentionner ses remarques sur une feuille annexée. Le point 3 de cette circulaire décrit l'intervention en pareilles situations.

## 2. Refus de légalisation

### 2.1. Motifs de refus

La légalisation d'un document peut être refusée dans les cas suivants :

— la signature n'est pas celle du fonctionnaire compétent (p.ex. après vérification du spécimen);

— le signataire n'est pas compétent (p.ex. un fonctionnaire d'une autre commune ou province que celle dans laquelle le document a été établi);

— le timbre ou le sceau est faux ou falsifié ou inusité.

Si le demandeur présente un document établi dans une langue étrangère qui est incompréhensible pour l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères, il peut également refuser la légalisation.

1.8.1.5. Diploma's. De diplomatieke of consulaire ambtenaar mag geen éénvormige afschriften maken van diploma's die hem soms voorgelegd worden door buitenlandse studenten voor gebruik in België. Een éénvormig afschrift mag slechts afgeleverd worden door de autoriteit die het origineel afleverde. Dit éénvormig afschrift mag dan gelegaliseerd worden volgens de procedure die in dat land gebruikelijk is.

1.8.2. Belgische documenten of documenten afgegeven in België die gelegaliseerd mogen worden

1.8.2.1. Publieke akten. Afschriften of uittreksels van akten van burgerlijke stand, vonnissen die geveld werden in België, notariële akten, enzovoort.

1.8.2.2. Administratieve documenten. Getuigschriften afgeleverd door de federale, regionale, communautaire, provinciale en gemeentelijke autoriteiten, sanitaire getuigschriften of getuigschriften van herkomst voor goederen, douaneattesten, diploma's, enzovoort.

1.8.2.3. Eensluitende kopieën van Belgische documenten die door de bevoegde Belgische autoriteit afgeleverd werden.

1.8.2.4. Beëdigde vertalingen opgesteld door een beëdigd vertaler in België.

1.8.2.5. Onderhandse documenten voorzien van de handtekening van een Belgische autoriteit (notaris of gemeente), onderhandse documenten getekend door een Belg die geen verblijfplaats meer heeft in België, enzovoort.

1.8.2.6. Medische certificaten gelegaliseerd door de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid.

1.8.2.7. Akten en getuigschriften afgeleverd door de buitenlandse diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen in België.

1.8.2.8. Belgische reis-/identiteitsdocumenten. De diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken is niet bevoegd om éénvormige afschriften/gelegaliseerde kopieën te maken van Belgische reis- of identiteitsdocumenten. Hij mag, indien nodig, een consulaar attest afleveren waarin wordt verklaard dat aan betreffende persoon het reis- of identiteitsdocument, waarvan de belangrijkste gegevens worden overgenomen (nummer, plaats van afgifte, datum van afgifte...), afgeleverd werd.

## 1.9. Legalisatieformule aangebracht op alle documenten

De volgende tekst wordt opgenomen in de legalisatieformule : « Deze legalisatie waarborgt niet de authenticiteit van de inhoud van het document ». Hiermee wordt vermeden dat de autoriteit die een gelegaliseerd document ontvangt er verkeerdelijk zou van uitgaan dat ook de inhoud werd nagekeken, en dat het document voor waar en echt wordt aangenomen louter op basis van het feit dat het gelegaliseerd is.

1.10. Wat met de inhoud van buitenlandse rechterlijke beslissingen en buitenlandse authentieke akten?

De wet bepaalt dat de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken slechts' (sic) de controle uitvoert van de handtekening en/of van het zegel of de stempel.

Toch kan op het moment van de legalisatie *prima facie*, blijken dat een buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte tekortkomingen vertoont. De diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken kan in dergelijk geval zijn opmerkingen toevoegen op een vastgehecht blad. Punt 3 in deze omzendbrief omschrijft het optreden in dergelijke gevallen.

## 2. Weigering legalisatie

### 2.1. Weigeringsgronden

Een legalisatie kan geweigerd worden in volgende gevallen :

— de handtekening is niet die van de bevoegde ambtenaar (bv na nazicht van het specimen);

— de ondertekenende ambtenaar is niet bevoegd (bv een ambtenaar van een andere gemeente of provincie dan die waar het document werd opgesteld);

— het zegel of de stempel is vals of vervalst, of ongewoon.

Indien de aanvrager een document voorlegt in een vreemde taal die voor de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken onverststaanbaar is, kan hij eveneens de legalisatie weigeren.

Dans les autres cas, l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères légalise le document présenté.

Le but dans lequel la légalisation est demandée ne peut pas et ne doit pas être pris en considération.

La légalisation ne doit pas être demandée par l'intéressé en personne, sauf pour les documents signés par une personne privée (voir supra 1.8.1.2. et 1.8.2.5. Documents sous seing privé).

## 2.2. Notification du refus

Si l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères constate qu'il n'est pas satisfait aux conditions pour légaliser un document, il en informe le demandeur par écrit.

Les éléments suivants doivent obligatoirement figurer dans la décision de refus :

— la motivation formelle et adéquate du refus, c'est-à-dire l'indication des considérations de droit et de fait servant de fondement au refus;

— l'indication des voies de recours.

En annexe 2, figure un exemple d'une notification d'une décision de refus.

Afin de garder un aperçu des problèmes que rencontrent les agents diplomatiques ou consulaires au niveau de la légalisation, il leur est demandé, dans chaque cas de refus, d'envoyer une copie de leur décision par mail au service Légalisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, pour information.

## 3. Problèmes *prima facie* concernant une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger : apposition d'une remarque après légalisation

Dans certains cas, il se peut que l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères constate qu'un problème se pose au niveau d'une décision judiciaire étrangère ou d'un acte authentique étranger, et ce bien qu'il ait été délivré par un fonctionnaire compétent. La forme peut, par exemple, être correcte mais il peut y avoir une faute dans la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger.

Exemples de fautes possibles :

— la date de naissance d'un adulte est identique à la date de délivrance du document;

— l'acte établit qu'une personne est célibataire, alors qu'il/elle-même déclare être marié(e);

— l'acte établit qu'une personne est née à X, alors qu'il apparaît clairement (par exemple du dossier du poste diplomatique ou consulaire) qu'il/elle est né(e) ailleurs;

— la loi locale requiert la mention du domicile des parents alors que cette information manque dans un acte de naissance qui est soumis à l'agent diplomatique ou consulaire ou au Ministre des Affaires étrangères.

Si la faute peut être imputable à une erreur matérielle, elle peut également masquer des intentions frauduleuses.

La question est de savoir de quelle manière l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères peut et doit intervenir dans de telles situations, tant en cas d'erreur matérielle qu'en cas de tentative supposée de fraude.

Lorsqu'un agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères constate *prima facie* qu'une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger à légaliser présente une ou plusieurs anomalies, quand bien même toutes les conditions seraient satisfaites pour la légalisation, il mentionne, après la légalisation, sa remarque sur une feuille annexée. Le problème apparaîtra dès lors clairement pour chaque personne qui recevra la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger et qui pourra, si elle le souhaite, demander une enquête.

Une acceptation aveugle de décisions judiciaires étrangères et actes authentiques étrangers, sur base d'un contrôle ne portant que sur la compétence du signataire, ne sert pas les intérêts de notre pays en matière de lutte contre la fraude et de lutte contre l'immigration illégale, au regard de la législation belge et des obligations internationales de la Belgique.

Le fait qu'une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger soit légalisé ne signifie pas qu'il doit être accepté dans notre pays. C'est une condition nécessaire mais non suffisante.

In andere gevallen legaliseert de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken het voorgelegde document.

Het doel van het document waarvan de legalisatie aangevraagd wordt, mag en moet niet in overweging worden genomen.

De legalisatie moet niet door de betrokkene persoonlijk aangevraagd worden, behalve voor documenten ondertekend door een privépersoon (zie supra 1.8.1.2. en 1.8.2.5. Onderhandse documenten).

## 2.2. Betekening van weigering

Indien de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken vaststelt dat niet aan de voorwaarden is voldaan om een document te legaliseren, deelt hij dat schriftelijk mee aan de aanvrager.

De volgende elementen dienen verplicht vermeld te worden in de weigeringsbeslissing :

— de formele en juiste motivering van de weigering, dat wil zeggen de vermelding van de juridische en feitelijke overwegingen die aan de weigering ten grondslag liggen;

— de vermelding van de beroepsmogelijkheden.

In bijlage 2 bevindt zich een voorbeeld van betekening van een weigeringsbeslissing.

Teneinde een goed overzicht te behouden van de problemen waarmee de diplomatieke of consulaire ambtenaren geconfronteerd worden bij het legaliseren wordt hen verzocht om in elk geval van weigering een kopie van de beslissing ter informatie per mail over te maken aan de dienst Legalisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

## 3. *Prima facie* problemen met een buitenlandse rechterlijke beslissing of een buitenlandse authentieke akte : opmerking aanbrengen na legalisatie

In een aantal gevallen kan de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken vaststellen dat er een probleem is met een buitenlandse rechterlijke beslissing of een buitenlandse authentieke akte, ook al is deze afgegeven door een bevoegde ambtenaar. Zo kan de vorm correct zijn, maar er kan in de buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte een fout staan.

Voorbeelden van mogelijke fouten :

— de geboortedatum van een volwassene is gelijk aan de datum van afgifte;

— de akte stelt dat een persoon ongehuwd is, terwijl hij/zij zelf verklaart te zijn gehuwd;

— de akte stelt dat een persoon is geboren in X, terwijl duidelijk blijkt (bv uit het dossier op de diplomatieke of consulaire post) dat hij/zij elders geboren is;

— de lokale wet vereist vermelding van de woonplaats van de ouders, terwijl die informatie ontbreekt in een geboorteakte die aan de diplomatieke of consulaire ambtenaar of aan de Minister van Buitenlandse Zaken voorgelegd wordt.

In sommige gevallen is de fout te wijten aan een materiële vergissing; de fout kan ook frauduleuze bedoelingen verbergen.

De vraag is op welke wijze de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken kan en mag optreden in dergelijke gevallen, zowel bij materiële vergissing als bij vermoedelijke poging tot fraude.

Wanneer een diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken *prima facie* vaststelt dat er een probleem is met een te legaliseren buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte, terwijl toch aan alle legalisatievoorwaarden is voldaan, zal hij na het legaliseren zijn opmerking toevoegen op een vastgehecht blad. Op die wijze zal voor elke toekomstige ontvanger van de buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte duidelijk blijken welk het probleem is en zal die ontvanger desgewenst om een onderzoek kunnen verzoeken.

Het blindelings aanvaarden van buitenlandse rechterlijke beslissingen en buitenlandse authentieke akten, op basis van een controle van enkel de hoedanigheid van de ondertekenaar, dient niet het belang van ons land op het vlak van fraudebestrijding en strijd tegen illegale immigratie in het kader van de Belgische wetgeving en de internationale verplichtingen van België.

Het feit dat een buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte is gelegaliseerd, betekent niet dat het aanvaard moet worden in ons land. Het is wel een noodzakelijke voorwaarde, maar geen voldoende voorwaarde.

### 3.1 Quel type de remarque ?

La remarque doit concerner un élément objectif (voir les exemples d'erreur mentionnés au point 3 ci-dessus) relatif soit à un fait rapporté de manière erronée dans la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger (selon les éléments par ailleurs en possession de l'agent diplomatique ou consulaire ou du Ministre des Affaires étrangères), soit au non-respect de la législation locale sur un ou plusieurs points précis que l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères détaille dans la remarque.

La remarque ne peut pas simplement faire état de vagues doutes (« doute sur l'état civil de l'intéressé ») ou de généralités relatives par exemple à la qualité des actes d'état civil émis dans le pays concerné. Il n'est donc pas question non plus de recourir à une remarque générale et systématique sur tous les actes authentiques étrangers ou décisions judiciaires étrangères soumis pour légalisation ou sur tous les actes authentiques étrangers ou décisions judiciaires étrangères d'un certain type dans un certain pays.

La qualité de la formulation de la remarque sera souvent déterminante puisque l'autorité en Belgique en tiendra compte pour décider de faire procéder ou non à une enquête.

### 3.2. Où et comment est apposée la remarque ?

La remarque est mentionnée sur une feuille annexée et reprend le texte complet des observations sur cette page séparée qui est attachée à la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger légalisé, et ce en apposant le sceau du poste diplomatique ou consulaire ou le sceau du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, en partie sur la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger lui-même et en partie sur la feuille y annexée.

L'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères mentionne succinctement mais clairement le problème rencontré avec la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger présenté afin que celui qui le reçoit puisse comprendre rapidement le problème et juger si celui-ci est de nature à entraîner un refus de la décision judiciaire étrangère ou de l'acte authentique étranger.

4. Enquête concernant une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger

#### 4.1. Qui peut demander une enquête ?

Toute autorité qui reçoit, en Belgique, une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger légalisé, peut demander qu'il soit procédé à une enquête concernant cette décision ou cet acte. Cette autorité peut être le fonctionnaire communal de l'état civil, l'Office des étrangers, le Service des Naturalisations de la Chambre, ... etc.

L'agent diplomatique ou consulaire lui-même peut également procéder d'initiative à une enquête, lorsqu'il reçoit une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger légalisé dans le cadre d'une demande pour laquelle il est compétent en vertu de la loi, par exemple en vue de la passation d'un acte de l'état civil.

#### 4.2. Qui effectue l'enquête ?

L'enquête est effectuée par le poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de délivrance de la décision judiciaire étrangère ou de l'acte authentique étranger.

L'agent diplomatique ou consulaire peut pour cette enquête faire appel aux autorités locales, en fonction de la nature du problème.

Aucun frais ne peut être engagé pour cette enquête, à moins que l'autorité qui demande l'enquête ne s'engage à prendre elle-même ces frais en charge.

#### 4.3. Quelle est la procédure à suivre pour une demande d'enquête ?

### 3.1 Welk type van opmerking?

De opmerking moet gaan over een objectief element (zie de voorbeelden van fouten die hierboven in punt 3 worden vermeld) dat te maken heeft ofwel met een feit dat op verkeerde wijze vermeld is in de buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte (volgens de elementen voorts in bezit van de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken) ofwel met de niet-naleving van de plaatselijke wetgeving op een of meerdere bepaalde punten die de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken in de opmerking uitvoerig beschrijft.

De opmerking mag niet gewoon gewag maken van onduidelijke twijfels ("twijfel over de burgerlijke stand van de belanghebbende") of van algemeenheden betreffende bijvoorbeeld de kwaliteit van de akten van de burgerlijke stand die in het betrokken land worden afgegeven. Er is dus evenmin sprake van een beroep op een algemene en systematische opmerking op alle buitenlandse authentieke akten of buitenlandse rechterlijke beslissingen die voor legalisatie worden voorgelegd of op alle buitenlandse authentieke akten of buitenlandse rechterlijke beslissingen van een zeker type in een bepaald land.

De kwaliteit van de formulering van de opmerking zal vaak ook bepalend zijn aangezien de overheid in België daarmee rekening zal houden om al dan niet een onderzoek te laten uitvoeren.

### 3.2. Waar en hoe wordt de opmerking aangebracht ?

De opmerking wordt toegevoegd op een vastgehecht blad en vermeldt de volledige tekst van de aanmerkingen op dat afzonderlijk blad dat vastgehecht wordt aan de gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte, met aanbrenging van het zegel van de diplomatieke of consulaire post of van het zegel van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, half op de buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte en half op het aangehechte blad.

De diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken vermeldt bondig maar duidelijk wat het probleem is met de voorgelegde buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte zodat de ontvanger ervan snel het probleem kan inschatten en beoordelen of dit de verwerping van de buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte tot gevolg kan hebben.

4. Onderzoek naar een buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte

#### 4.1. Wie kan een onderzoek vragen?

Elke overheid die een gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte in België ontvangt, kan een onderzoek vragen betreffende die beslissing of akte. De overheid kan de gemeentelijke ambtenaar van de burgerlijke stand zijn, de Dienst Vreemdelingenzaken, de dienst Naturalisaties van de Kamer, ... etc.

De diplomatieke of consulaire ambtenaar zelf kan ook op eigen initiatief tot een onderzoek overgaan, wanneer deze een gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte ontvangt in het kader van een aanvraag waarvoor hij krachtens een wet gemachtigd is, bij voorbeeld met het oog op het verlijden van een akte van de burgerlijke stand.

#### 4.2. Wie verricht het onderzoek?

Het onderzoek wordt verricht door de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor de plaats van afgifte van de buitenlandse rechterlijke beslissing of buitenlandse authentieke akte.

De diplomatieke of consulaire ambtenaar kan voor dat onderzoek een beroep doen op de lokale overheid, volgens de aard van het probleem.

Er kunnen geen onkosten gedaan worden voor dat onderzoek tenzij de autoriteit die het onderzoek vraagt zich ertoe verbindt om deze kosten zelf te dragen.

#### 4.3. Welke procedure dient gevolgd te worden om een onderzoek te vragen?

En résumé, la procédure est la suivante :

— Une autorité belge qui reçoit une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger légalisé peut toujours demander une enquête concernant cette décision ou cet acte, par écrit, en s'adressant au service Légalisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et en mentionnant les raisons de sa requête. L'autorité mentionne les raisons pour lesquelles l'enquête est demandée et indique clairement les éléments concernant lesquels l'enquête est demandée (par exemple : « prière d'effectuer une enquête pour déterminer si la date de naissance de la personne concernée est xx/xx/xxxx ou yy/yy/yyyy » ou « compte tenu du document X indiquant que la personne concernée n'est pas mariée et du document Y indiquant que cette personne est mariée, prière d'effectuer une enquête pour déterminer quel est l'état civil de la personne concernée »).

— Le service Légalisation transmet la requête au poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de délivrance de la décision judiciaire étrangère ou de l'acte authentique étranger.

— Si des frais sont à payer pour l'enquête, le poste diplomatique ou consulaire établit une estimation des frais et l'envoie directement à l'autorité requérante. Si celle-ci décide de prendre ces frais en charge, elle les paie directement au poste diplomatique ou consulaire.

— Le poste diplomatique ou consulaire communique directement le résultat de l'enquête à l'autorité requérante.

Kort samengevat is de werkwijze als volgt :

— Een Belgische overheid die een gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of een buitenlandse authentieke akte ontvangt, kan steeds een onderzoek naar die beslissing of akte vragen, in een schrijven naar de dienst Legalisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, met vermelding van de redenen van het verzoek. De autoriteit meldt om welke redenen het onderzoek gevraagd wordt en geeft duidelijk de elementen weer waarom het onderzoek gevraagd wordt (bij voorbeeld : « gelieve een onderzoek in te stellen om te bepalen of de geboortedatum van de betrokken persoon xx/xx/xxxx of yy/yy/yyyy is » of « rekening houdend met document X dat meldt dat de betrokken persoon ongehuwd is en met document Y dat meldt dat betrokken persoon gehuwd is, gelieve een onderzoek in te stellen om de burgerlijke staat van de betrokken persoon te bepalen »).

— De dienst Legalisatie maakt het verzoek over aan de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor de plaats van afgifte van de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte.

— Indien er kosten verbonden zijn aan het onderzoek, maakt de diplomatieke of consulaire post een kostenraming op en stuurt die rechtstreeks naar de verzoekende overheid. Indien deze laatste beslist om deze kosten te dragen, betaalt ze deze rechtstreeks aan de diplomatieke of consulaire post.

— De diplomatieke of consulaire post deelt het resultaat van het onderzoek rechtstreeks mee aan de verzoekende overheid.

Annexe 1<sup>re</sup>. — Schémas récapitulatifs

TYPE DE DEMANDE	SITUATION	ACTION
DEMANDE DE LEGALISATION	Signature sur le document correspond au spécimen que l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères possède ou qu'il se procure de manière ad hoc : pas de doute concernant l'authenticité de cette signature (et sceau/timbre) et la compétence du signataire du document.	Légalisation de la signature
	Signature sur la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger correspond au spécimen que l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères possède ou qu'il se procure de manière ad hoc : pas de doute concernant l'authenticité de cette signature (et sceau/timbre) et la compétence du signataire	Légalisation de la signature
	MAIS	ET
	Détection au moment de la légalisation de problèmes <i>prima facie</i> au niveau de la décision judiciaire étrangère ou de l'acte authentique étranger (forme, contenu, erreur matérielle, non-respect du prescrit de la législation locale en matière d'actes,...)	Ajout d'une remarque sur une feuille séparée mais attachée à la décision judiciaire étrangère ou à l'acte authentique étranger. La remarque indique succinctement et clairement quel problème a été détecté et doit permettre à celui qui reçoit la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger de décider s'il l'accepte, si le problème est de telle nature qu'il le refuse ou s'il introduit une demande d'enquête (voir ci-dessous).
	Signature sur le document ne correspond pas au spécimen que l'agent diplomatique ou consulaire ou le Ministre des Affaires étrangères possède ou qu'il se procure de manière ad hoc : la signature n'est pas authentique (ou le sceau/timbre n'est pas correct) ou le signataire n'a pas la qualité requise.	Refus de légalisation. Le refus de légalisation est notifié par écrit, motivé, avec indication des voies de recours (voir modèle en annexe 2).
DEMANDE D'ENQUETE CONCERNANT UNE DECISION JUDICIAIRE ETRANGERE OU ACTE AUTHENTIQUE ETRANGER LEGALISE	Qui peut demander une enquête concernant une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger légalisé ? — soit une autorité belge ayant reçu la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger légalisé (officier de l'état civil, Office des étrangers, Service des Naturalisations de la Chambre,...). La demande se fait via le service Légalisation du Service public fédéral Affaires étrangères; — soit l'enquête est décidée par l'agent diplomatique ou consulaire, après légalisation, dans le cadre d'une demande pour laquelle il est compétent en vertu de la loi (p.ex. passer un acte d'état civil)  Pourquoi une enquête peut-elle être demandée ? — soit sur base de la remarque apposée sur la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger légalisé (voir ci-dessus); — soit sur base de tout autre élément figurant au dossier ou intervenu dans la procédure et créant un doute concernant la décision judiciaire étrangère ou l'acte authentique étranger (forme, contenu, erreur matérielle...).	Qui fait l'enquête ? L'enquête est effectuée par le poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de délivrance de la décision judiciaire étrangère ou de l'acte authentique étranger, éventuellement avec l'aide des autorités locales.  Qui paie l'enquête ?  Lorsque l'enquête demandée par une autorité belge entraîne des frais, une estimation de ces frais lui est directement envoyée par le poste diplomatique ou consulaire. Si l'autorité requérante en Belgique décide de prendre en charge ces frais, elle les règle directement au poste diplomatique ou consulaire de la manière la plus efficace possible.



## BIJLAGE 1. — Samenvattende schema's

TYPE AANVRAAG	TOESTAND	OPTREDEN
LEGALISATIEAANVRAAG	Handtekening op het document komt overeen met specimen waarover de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken beschikt of ad hoc opvraagt : geen twijfel aangaande de authenticiteit van deze handtekening (en stempel/zegel) en de bevoegdheid van de ondertekenaar van het document.	Legalisatie van de handtekening
	<p>Handtekening op de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte komt overeen met specimen waarover de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken beschikt of ad-hoc opvraagt : geen twijfel aangaande de authenticiteit van deze handtekening (en stempel/zegel) en de bevoegdheid van de ondertekenaar.</p> <p style="text-align: center;">MAAR</p> <p>Ontdekking bij de legalisatie van prima facie problemen met de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte (vorm, inhoud, materiële vergissing, lokale wetgeving ivm akten niet gerespecteerd ...)</p>	<p>Legalisatie van de handtekening</p> <p style="text-align: center;">EN</p> <p>Opmerking toevoegen op een afzonderlijk blad dat aan de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte wordt vastgehecht. De opmerking vermeldt bondig maar duidelijk wat het probleem is. De ontvanger ervan moet kunnen beoordelen of hij de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte aanvaardt, of het gestelde probleem van aard is om deze te weigeren, of hij een onderzoek aanvraagt (zie hieronder).</p>
	Handtekening op het document komt niet overeen met het specimen waarover de diplomatieke of consulaire ambtenaar of de Minister van Buitenlandse Zaken beschikt of ad-hoc opvraagt : de handtekening is niet authentiek (of stempel/zegel onjuist) of de ondertekenaar is niet bevoegd.	Weigering legalisatie. De weigering wordt schriftelijk meegedeeld, met motivering en vermelding van de beroepsmogelijkheden (zie model in bijlage 2).
AANVRAAG ONDERZOEK NAAR EEN GELEGALISEERDE BUITENLANDSE RECHTERLIJKE BESLISSING OF BUITENLANDSE AUTHENTIEKE AKTE	<p>Wie mag een onderzoek vragen naar een gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte?</p> <p>— Ofwel een Belgische overheid die de gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte ontvangen heeft (ambtenaar van de burgerlijke stand, Vreemdelingenzaken, dienst Naturalisaties van de Kamer...). De aanvraag wordt naar de diplomatieke of consulaire post gestuurd via de dienst Legalisatie van de FOD Buitenlandse Zaken;</p> <p>— Ofwel is het onderzoek een beslissing van de diplomatieke of consulaire ambtenaar, na de legalisatie, in het kader van een aanvraag waarvoor hij bevoegd is krachtens de wet (vb. verlijden akte van de burgerlijke stand).</p> <p>Waarom mag een onderzoek aangevraagd worden?</p> <p>— Ofwel op basis van de opmerking op de gelegaliseerde buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte (zie hierboven);</p> <p>— Ofwel op basis van eender welk ander element in het dossier of in de procedure en waarbij een twijfel gerezen is betreffende de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte (vorm, inhoud, materiële vergissing...).</p>	<p>Wie voert het onderzoek uit?</p> <p>Het onderzoek wordt verricht door de diplomatieke of consulaire post bevoegd voor de plaats van afgifte van de buitenlandse rechterlijke beslissing of authentieke akte, eventueel met een beroep op de lokale overheid.</p> <p>Wie betaalt het onderzoek?</p> <p>Indien er kosten verbonden zijn aan het onderzoek, wordt een kostenraming door de diplomatieke of consulaire post rechtstreeks aan de verzoekende overheid in België gestuurd. Indien deze beslist om de kosten, te dragen, betaalt ze de kosten rechtstreeks aan de diplomatieke of consulaire post, op de meest efficiënte wijze.</p>



## ANNEXE 2. — Modèle de refus de légalisation

Recommandé + Accusé de réception

Madame, Monsieur,

Je me réfère à votre demande de légalisation du/des document(s) suivant(s) :

Je regrette de devoir vous informer que je ne peux satisfaire à votre demande.

J'ai en effet constaté que :

Si vous n'êtes pas d'accord avec la décision prise, vous pouvez introduire une procédure judiciaire par voie d'huissier auprès du Tribunal de première instance de Bruxelles. Vous pouvez également introduire un recours en annulation, éventuellement assorti d'un recours en suspension, auprès du Conseil d'Etat de Belgique dans les 60 jours de la présente notification. Les formes en sont définies par l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Date

Signature

\_\_\_\_\_

## ANNEXE 3. — Exemples de remarques concises

« le contenu de l'acte n'est pas conforme à l'art. .... (législation) du (pays xyz) »

« la forme de l'acte, n'est pas conforme à l'art. .... (législation) du (pays xyz) »

« la date de (p.ex. le mariage) mentionnée dans l'acte est différente de la date mentionnée sur d'autres documents vus par ce poste »

« faute (d'orthographe) dans le nom de l'intéressé(e) »

« le contenu de l'acte est contraire à l'ordre public belge car .... »

Bruxelles, le

Le Ministre des Affaires étrangères

K. DE GUCHT

## BIJLAGE 2. — Model van weigering van legalisatie

Aangetekend + Ontvangstbewijs

Geachte,

Ik verwijs naar uw aanvraag tot legalisatie van volgend(e) document(en) :

Het spijt me U te moeten meedelen dat ik niet op Uw vraag kan ingaan.

Ik heb immers vastgesteld dat :

Indien u niet akkoord gaat met de genomen beslissing kan u een gerechtelijke procedure via een gerechtsdeurwaarder inleiden bij de Rechtbank van eerste aanleg van Brussel. U kan eveneens een verzoekschrift tot vernietiging, eventueel vergezeld van een verzoekschrift tot schorsing, indienen bij de Raad van State van België binnen de 60 dagen na deze betekening. De regeling van deze procedure is vastgelegd in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

Datum

Handtekening

\_\_\_\_\_

## BIJLAGE 3. — Voorbeelden van beknopte opmerkingen

« inhoud van de akte niet conform art. .... (wetgeving) van (land xyz) »

« vorm van de akte niet conform art. .... (wetgeving) van (land xyz) »

« datum van (bv het huwelijk) vermeld op de akte verschilt van datum gemeld op andere documenten gezien door deze post »

« (spel)fout in de naam van betrokkene »

« inhoud van de akte in strijd met Belgische openbare orde want.... »

Brussel,

De Minister van Buitenlandse Zaken

K. DE GUCHT

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2006/00913]

**13 SEPTEMBRE 2006. — Circulaire GPI 51 relative au traitement du matériel de police mis hors service. — Directives et recommandations. — Traduction allemande**

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire GPI 51 du Ministre de l'Intérieur du 13 septembre 2006 relative au traitement du matériel de police mis hors service - Directives et recommandations (*Moniteur belge* du 12 octobre 2006), établie par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmédy.

\_\_\_\_\_

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2006/00913]

**13 SEPTEMBER 2006. — Omzendbrief GPI 51 betreffende de behandeling van afgedankt politiematerieel. — Richtlijnen en aanbevelingen. — Duitse vertaling**

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief GPI 51 van de Minister van Binnenlandse Zaken van 13 september 2006 betreffende de behandeling van afgedankt politiematerieel - Richtlijnen en aanbevelingen (*Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 2006), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmédy.

\_\_\_\_\_

## FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2006/00913]

**13. SEPTEMBER 2006 — Rundschreiben GPI 51 über den Umgang mit ausgemustertem Polizeimaterial  
Richtlinien und Empfehlungen — Deutsche Übersetzung**

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens GPI 51 des Ministers des Innern vom 13. September 2006 über den Umgang mit ausgemustertem Polizeimaterial - Richtlinien und Empfehlungen, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen beim Beigeordneten Bezirkskommissariat in Malmédy.

\_\_\_\_\_

**13. SEPTEMBER 2006 — Rundschreiben GPI 51 über den Umgang mit ausgemustertem Polizeimaterial  
Richtlinien und Empfehlungen**

An die Herren Provinzgouverneure

An die Frau Gouverneurin des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt

An die Frauen und Herren Bürgermeister

An die Frauen und Herren Vorsitzenden der Polizeikollegien

An den Herrn Generalkommissar der föderalen Polizei